

LES TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ENTRE JUILLET ET DÉCEMBRE 2004 :

le nombre d'offres enregistrées à l'Anpe augmente, mais elles sont de plus en plus des offres d'emploi à durée limitée

Les tensions sur le marché du travail progressent au deuxième semestre 2004 par rapport à la même période de 2003 : en effet, les flux d'offres enregistrées augmentent de 4 % alors que, simultanément, les flux de demandes enregistrées (catégories 1+2+3) s'infléchissent à la baisse : - 4 %. Pour autant, le stock de demandeurs d'emploi évolue très peu (-0,2 %) et le taux de chômage, au sens du BIT, est stable (1) sur cette période. La part des offres pérennes (sur contrat de plus de 6 mois) continue à baisser.

Les domaines professionnels les plus concernés par la hausse du ratio des flux d'offres aux flux de demandes enregistrées sont :

Tous les domaines industriels avec, en particulier, de fortes progressions dans **la mécanique, l'électricité-électronique, les industries de process et la maintenance** et dans certains domaines tertiaires comme **la banque et les assurances, le commerce, et aussi l'informatique et les études recherches** où, cependant le niveau de tensions reste faible. À l'inverse, une petite décreue semble s'amorcer dans **les services aux particuliers, les hôtels, cafés, restaurants et la santé**.

Actuellement, les tensions sont toujours les plus fortes dans l'agriculture mais l'offre y est très précaire (et saisonnière). Vient ensuite les domaines des hôtels, cafés, restaurants, l'électricité, les industries de process, la mécanique, le bâtiment, la banque et les assurances et, enfin, le commerce et les transports.

Les grands domaines professionnels *	Emploi en septembre 2004 (en milliers)	Taux de demandes d'emploi en septembre 2004 (en %)	Évolution du stock de demandes d'emploi des catégories 1, 2 et 3 entre déc. 2003 et déc. 2004 (en %)	Taux d'écoulement sur un an des DEFEM en déc. 2004 (en %)	Évolution des offres d'emploi enregistrées entre juillet 2004 et déc. 2004 par rapport à celles enregistrées sur la même période un an auparavant (en %)	Part des CDI et des CDD de plus de six mois dans les offres d'emploi enregistrées de juil. 2004 à déc. 2004 (en %)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées	
							de juil. 2003 à déc. 2003	de juil. 2004 à déc. 2004
Agriculture, marine, pêche	465	15	5	60	2	6	1,7	1,7
Bâtiment, travaux publics	1 653	10	2	66	10	40	0,6	0,6
Électricité, électronique	289	8	-9	64	8	29	0,6	0,7
Mécanique, travail des métaux	1 322	9	-6	65	19	34	0,5	0,6
Industries de process	1 153	7	-3	60	3	21	0,6	0,7
Industries légères (bois, industries graphiques)	486	13	-9	60	1	41	0,3	0,4
Maintenance	641	10	-3	63	8	53	0,4	0,5
Ingénieurs et cadres de l'industrie	160	11	-2	58	13	73	0,3	0,4
Tourisme et transports	1 873	13	0	62	4	35	0,5	0,5
Gestion, administration	2 631	15	-3	59	4	44	0,3	0,4
Informatique	465	10	-9	60	33	73	0,3	0,4
Études et recherche	276	7	0	58	32	82	0,1	0,2
Banques et assurances	601	4	-3	62	10	69	0,5	0,6
Commerce	2 382	16	1	61	7	49	0,5	0,6
Hôtellerie, restauration, alimentation	825	15	3	66	1	50	0,8	0,8
Services aux particuliers (emplois familiaux, sécurité,...) ..	2 663	17	5	57	-5	47	0,4	0,4
Communication, information, spectacles	378	33	-8	56	1	12	0,5	0,5
Santé, action sociale, culturelle et sportive	1 686	8	8	63	-2	57	0,5	0,5
Ensemble	19 948	13	-0,2	61	4	40	0,51	0,55

* - Se reporter en page 4 pour la définition des indicateurs retenus dans ce tableau et des nomenclatures de métiers utilisées.
Les indicateurs des colonnes 4 à 8 du tableau sont des indicateurs de flux. Ils ne disent rien sur les conditions concrètes de recrutement.

(1) - Ce taux est de 9,9 au 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2004. Voir « Conjonction de l'emploi et du chômage au 4^{ème} trimestre 2004 : une reprise confirmée mais encore peu d'emplois », Premières Synthèses, Dares, n°13.2, mars.

**Les familles professionnelles
des secteurs primaire et secondaire ***

	Emploi en septembre 2004 (en milliers)	Taux de demandes d'emploi en septembre 2004 (en %)	Évolution du stock de demandes d'emploi des catégories 1, 2 et 3 entre déc. 2003 et déc. 2004 (en %)	Taux d'écoulement sur un an des DEFM en déc. 2004 (en %)	Évolution des offres d'emploi enregistrées entre juil. 2004 et déc. 2004 par rapport à celles enregistrées sur la même période un an auparavant (en %)	Part des CDI et des CDD de plus de six mois dans les offres d'emploi enregistrées de juil. 2004 à déc. 2004 (en %)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées	
							de juil. 2003 à déc. 2003	de juil. 2004 à déc. 2004
Agriculture, marine, pêche								
Maraîchers, jardiniers	340	17	5	59	3	5	2,0	2,1
Techniciens et cadres de l'agriculture	78	11	3	61	2	70	0,1	0,1
Marins, pêcheurs	47	7	4	65	-33	20	0,7	0,5
Bâtiment, travaux publics								
Ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment	164	19	6	68	6	35	0,5	0,5
Ouvriers qualifiés des travaux publics	112	3	-7	66	36	35	1,1	1,4
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	333	7	-5	67	11	42	0,7	0,8
Ouvriers non qualifiés du bâtiment, second œuvre	124	21	7	66	-8	37	0,4	0,4
Ouvriers qualifiés du bâtiment, second œuvre	539	11	2	65	10	36	0,6	0,6
Conducteurs d'engins du bâtiment et des travaux publics	48	14	10	63	9	28	0,5	0,5
Techniciens du bâtiment et des travaux publics	143	8	-3	63	23	54	0,6	0,8
Cadres du bâtiment et des travaux publics	192	5	-7	62	37	73	0,4	0,6
Électricité, électronique								
Ouvriers non qualifiés de l'électricité et de l'électronique	64	7	-7	63	-25	14	0,7	0,6
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	85	14	-10	64	15	24	0,6	0,8
Techniciens, agents de maîtrise de l'électricité	140	4	-9	65	26	48	0,5	0,8
Mécanique, travail des métaux								
Ouvriers non qualifiés travaillant par enlèvement de métal	63	24	-9	65	12	24	0,4	0,4
Ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal	175	8	-11	65	33	33	0,5	0,8
Ouvriers qualifiés travaillant par formatage de métal	138	6	-11	68	17	27	0,6	0,8
Ouvriers non qualifiés de la mécanique	212	9	-1	63	28	15	0,5	0,7
Ouvriers qualifiés de la mécanique	251	9	-8	64	23	30	0,6	0,7
Ouvriers de la réparation automobile	230	11	0	68	7	56	0,4	0,5
Techniciens, agents de maîtrise des industries mécaniques	252	4	-7	65	14	48	0,6	0,7
Industries de process								
Ouvriers non qualifiés des industries de process	387	13	-3	60	1	13	0,7	0,7
Ouvriers qualifiés des industries de process	459	4	-4	61	3	33	0,7	0,8
Techniciens, agents de maîtrise des industries de process	307	3	-3	64	10	53	0,3	0,3
Industrie légères (bois, industries graphiques)								
Ouvriers non qualifiés du textile et du cuir	65	17	-13	60	-9	35	0,3	0,4
Ouvriers qualifiés du textile et du cuir	130	18	-11	57	-4	38	0,2	0,3
Ouvriers non qualifiés du bois	41	3	3	61	-10	38	1,3	1,2
Ouvriers qualifiés du bois	74	17	1	66	2	43	0,4	0,4
Ouvriers des industries graphiques	102	9	-9	58	21	43	0,3	0,5
Tech., agents de maîtrise des ind. légères et graphiques	72	6	-7	59	19	62	0,3	0,4
Maintenance								
Ouvriers qualifiés de la maintenance	363	7	-5	63	0	45	0,5	0,5
Techniciens, agents de maîtrise de la maintenance	278	14	-2	64	14	58	0,4	0,5
Ingénieurs et cadres de l'industrie								
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	160	11	-2	58	13	73	0,3	0,4
Tourisme et transports								
Ouvriers non qualifiés de la manutention	406	15	-2	64	-10	17	0,5	0,4
Ouvriers qualifiés de la manutention	415	14	-1	60	12	27	0,4	0,5
Conducteurs d'engins de traction et de levage	47	5	-1	71	0	20	0,9	0,8
Conducteurs de véhicules	716	12	3	62	9	46	0,6	0,6
Agents d'exploitation des transports	104	8	2	60	27	58	0,4	0,5
Agents adm. et commerciaux du tourisme et des transports	135	13	-1	62	-15	53	0,3	0,2
Cadres des transports et navigants de l'aviation	49	8	-1	55	11	80	0,2	0,2

* - Se reporter en page 4 pour la définition des indicateurs retenus dans ce tableau et des nomenclatures de métiers utilisées.

Les indicateurs des colonnes 4 à 8 du tableau sont des indicateurs de flux. Ils ne disent rien sur les conditions concrètes de recrutement.

**Les familles professionnelles
du secteur tertiaire ***

	Emploi en septembre 2004 (en milliers)	Taux de demandes d'emploi en septembre 2004 (en %)	Évolution du stock de demandes d'emploi des catégories 1, 2 et 3 entre déc. 2003 et déc. 2004 (en %)	Taux d'écoulement sur un an des DEFM en déc. 2004 (en %)	Évolution des offres d'emploi enregistrées entre juil. 2004 et déc. 2004 par rapport à celles enregistrées sur la même période un an auparavant (en %)	Part des CDI et des CDD de plus de six mois dans les offres d'emploi enregistrées d'avril 2004 à déc. 2004 (en %)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées	
							de juil. 2003 à sééc. 2003	de juil. 2004 à sééc. 2004
Gestion, administration								
Secrétaires	696	21	-3	59	-7	57	0,3	0,3
Comptables	433	4	8	60	10	56	0,4	0,4
Employés administratifs d'entreprises	626	20	-5	58	11	29	0,5	0,6
Secrétaires de direction	79	36	-2	60	15	64	0,2	0,2
Tech. des services administratifs, comptables et financiers	322	4	9	60	22	59	0,3	0,4
Cadres administratifs, comptables et financiers	475	10	-4	58	-4	71	0,2	0,3
Informatique								
Informaticiens	465	10	-9	60	33	73	0,3	0,4
Études et recherche								
Personnels d'études et de recherche	276	7	0	58	32	82	0,1	0,2
Banques et assurances								
Employés et techniciens de la banque	243	5	-4	65	19	61	0,4	0,5
Employés et techniciens des assurances	175	3	-2	61	3	73	0,9	1,1
Cadres de la banque et des assurances	182	3	-4	55	3	84	0,4	0,5
Commerce								
Caissiers, employés de libre service	291	23	5	63	0	20	0,9	0,9
Vendeurs	832	20	2	63	6	49	0,4	0,5
Représentants	508	10	-4	61	23	86	0,7	0,9
Maîtrise des magasins et intermédiaires du commerce	345	3	1	60	3	73	0,7	0,8
Cadres commerciaux et technico-commerciaux	07	19	-2	56	11	86	0,3	0,3
Hôtellerie, restauration, alimentation								
Bouchers, charcutiers, boulangers	236	6	5	68	1	69	0,8	0,8
Cuisiniers	220	14	2	66	4	53	0,8	0,8
Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie	370	20	3	66	0	46	0,8	0,8
Services aux particuliers								
Coiffeurs, esthéticiens	184	14	13	63	-7	75	0,5	0,4
Employés de maison	278	34	5	55	-2	51	0,3	0,3
Assistants maternels	692	14	6	57	2	68	0,2	0,2
Agents de gardiennage et de sécurité	230	21	6	58	-1	59	0,6	0,6
Agents d'entretien	1 108	15	3	58	-7	31	0,5	0,5
Employés des services divers	170	3	1	57	-17	60	1,1	0,9
Communication, information, spectacles								
Profes. de la communication et de la documentation	174	21	-1	56	-5	56	0,1	0,1
Professionnels des arts et des spectacles	203	41	-10	56	1	8	0,6	0,6
Santé, action sociale, culturelle et sportive								
Aides-soignants	18	4	20	68	9	63	0,5	0,4
Infirmiers, sages-femmes	441	2	24	71	11	66	1,0	0,8
Professions para-médicales	272	6	6	59	3	67	0,4	0,4
Professionnels de l'action sociale, culturelle et sportive	556	16	6	61	-7	52	0,4	0,4
Enseignement, formation								
Formateurs, recruteurs	178	15	3	53	19	56	0,4	0,5

* - Se reporter en page 4 pour la définition des indicateurs retenus dans ce tableau et des nomenclatures de métiers utilisées.

Les indicateurs des colonnes 4 à 8 du tableau sont des indicateurs de flux. Ils ne disent rien sur les conditions concrètes de recrutement.

Définitions des nomenclatures, des sources et des indicateurs

LES FAMILLES PROFESSIONNELLES

L'approche métier a été privilégiée pour analyser la rencontre entre offreurs et demandeurs d'emploi. L'Insee utilise dans ses enquêtes la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (la PCS). L'Anpe a recours à une autre nomenclature plus opérationnelle, fondée sur une définition des métiers en termes de compétence : le répertoire opérationnel des métiers et des emplois (le ROME), qui lui permet de classer les offres et les demandes d'emploi. Pour pouvoir simultanément comparer et analyser les données par métier de l'emploi et du chômage, la Dares a créé une nomenclature passerelle entre la PCS et le ROME, les familles professionnelles (FAP). Les métiers y sont regroupés par familles professionnelles (au nombre de 84), elles-mêmes rassemblées dans de grands domaines professionnels (au nombre de 22), comme la construction, la mécanique ou l'informatique.

Quelques familles professionnelles ne sont pas prises en compte : en particulier celles qui relèvent principalement de la fonction publique, celles constituées essentiellement de professions libérales ou de travailleurs indépendants. Elles se répartissent dans quatre domaines et douze familles professionnelles. C'est pourquoi l'emploi total du tableau 1 diffère de la population active occupée, qui était de 24,5 millions de personnes, en moyenne, sur l'année 2003.

LES SOURCES

● L'enquête Emploi de l'Insee

L'Enquête Emploi, est réalisée, chaque année, par l'Insee. Jusqu'en mars 2002, l'enquête avait lieu en mars, auprès d'un échantillon de 75 000 ménages. La population est celle des individus de 15 ans ou plus appartenant ou rattachés à des ménages ordinaires. À partir de mars 2003, l'enquête Emploi devient une enquête trimestrielle en « continu » (tout au long de l'année) (1). Son échantillon est renouvelé par sixième chaque trimestre. 35 000 ménages répondent à l'enquête chaque trimestre. L'enquête permettra d'appréhender l'évolution conjoncturelle de l'emploi au cours de l'année

● Les données du marché du travail (DEFM et offres d'emploi)

L'Anpe comptabilise les demandes et les offres d'emploi en flux (entrées ou sorties) et en stock (en fin de mois) à partir des fichiers administratifs de gestion des demandeurs d'emploi.

Pour les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM, données en stocks), on a retenu l'ensemble des catégories 1 2 et 3. La catégorie 1 regroupe les personnes inscrites à l'Anpe disponibles, déclarant être à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée et n'ayant pas exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois. Les catégories 2 et 3 regroupent les demandeurs ayant les mêmes caractéristiques que les précédents, sauf qu'ils recherchent respectivement un emploi à temps partiel ou un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier.

LES INDICATEURS

● **L'emploi** : il s'agit des personnes en emploi (apprentissage inclus) en mars. Habituellement, l'effectif de mars était celui observé à l'enquête emploi. Ici il a été estimé à partir de la situation au moment de la dernière enquête Emploi de l'ancienne série (mars 2002) et actualisé par l'évolution de l'emploi observé au deuxième, troisième et quatrième trimestres 2002, ainsi qu'aux quatre trimestres 2003 et aux trois premiers trimestres 2004 (2 et 3). On a ensuite calé ces chiffres globalement sur l'enquête emploi en continu (en septembre 2004). Pour éviter une rupture de série trop importante et, avant de mettre au point une nouvelle méthode d'estimation de l'emploi par FAP à partir des nouvelles enquêtes sur l'emploi (en particulier, lorsque on basculera dans la nouvelle nomenclature FAP), on utilise une méthode aussi proche que possible de l'ancienne.

● **Taux de demande d'emploi** : $DEFM / (Actifs\ en\ emploi + DEFM)$. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau du chômage de la famille professionnelle considérée.

● **Taux d'évolution des demandes** : c'est le taux d'évolution sur 12 mois du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois dans un métier.

● **Taux d'écoulement des demandes** : cet indicateur est le complément à 100 du ratio qui rapporte les demandes d'emploi présentes à la fin du trimestre aux demandes d'emploi du même trimestre de l'année antérieure additionnées des demandes d'emploi enregistrées dans l'année : $[1 - (DEFM(T) / (DEFM(T-4) + Demandes\ d'emplois\ enregistrées\ entre\ (T-4)\ et\ T))] * 100$. Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes 12 mois auparavant ou entrées dans l'année est sortie des fichiers de l'Anpe.

● **Taux d'évolution des offres** : il s'agit des flux d'offres enregistrées par l'Anpe aux cours des six derniers mois. On rapporte ces offres à celles enregistrées au cours de la même période de l'année antérieure.

● **Part des offres sur CDI ou CDD de plus de six mois dans l'ensemble des offres enregistrées** : cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres proposées par l'Anpe selon les familles professionnelles.

● **Ratio offres sur demandes enregistrées** : on rapporte d'abord le flux d'offres enregistrées durant les six derniers mois aux demandes enregistrées durant la même période. Pour apprécier ensuite l'évolution de ce ratio, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année.

(1) - Jean-François Bigot, Dominique Goux, Insee, « L'enquête sur l'emploi du 1^{er} trimestre 2003 : forte hausse du chômage entre le 1^{er} trimestre 2002 et le 1^{er} trimestre 2003 », Insee Première, n° 909, juillet 2003.

Jean-François Bigot, Insee, « Enquête sur l'emploi 2003 : L'emploi diminue et le chômage augmente fortement », Insee Première, n° 958, avril 2004.

(2) - Edouard Fabre, Nicolas de Riccardis (Dares), « Évolution de l'emploi salarié au deuxième trimestre 2004 : une légère amélioration de l'emploi », Premières informations, n° 39.3, septembre 2004 et B. Coquet, S. Jugnot, E. Fabre, L. Gonzalez, M. Leclair, N. de Riccardis, G. Seroussi, S. Jugnot, F. Toutlemonde, X. Viney, « Conjoncture de l'emploi et du chômage au troisième trimestre 2004 : Une légère hausse de l'emploi total », Premières informations n° 45.3 décembre 2004.

3) B. Coquet, F. Toutlemonde, A.-T. Aerts, S. Jugnot, E. Fabre, L. Gonzalez, C. Lagarenne, M. Leclair, N. de Riccardis, S. Mathern, G. Seroussi, X. Viney « Conjoncture de l'emploi et du chômage au troisième trimestre 2004 : emploi en hausse dans une croissance ralentie », Premières informations, octobre 2005, n°01.1.